

**Aménagement de la circulation et du stationnement
pour cause travaux**

Quai Jeanne D'Arc

N° 2023 - 138

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu, le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2211-1 et suivants,

Vu, le Code de la Route,

Vu, le Code Pénal,

Vu, le Code de la Voirie Routière,

Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

Vu, le Règlement de voirie de la ville de Chinon du 24 juin 2021,

Vu, la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2023 en date du 13 décembre 2022, valide jusqu'au 31 mars 2023,

Considérant, que les tarifs municipaux seront modifiés lors du vote du budget primitif 2023, ils seront applicables à compter du 1^{er} avril 2023,

Considérant, la requête en date du 02 mars 2023 de la **SARL MERLOT** – 70 Route de Chinon – 37120 RICHELIEU.

Considérant, que des travaux de couverture, nécessitent un aménagement de la circulation et du stationnement des véhicules, **58 Quai Jeanne d'Arc** à Chinon.

ARRÊTE

Article 1 : En raison de travaux de couverture, la société **SARL MERLOT** est autorisée à installer une nacelle élévatrice au droit du chantier sis, **58 Quai Jeanne d'Arc**, la circulation de tout véhicule au droit du chantier se fera par feux tricolores, **le 27 mars 2023 de 08 h 00 à 18 h 00.**

Article 2 : Tout stationnement dans la zone des travaux sera considéré comme gênant en référence à l'article R. 417-10-2-al.10 du Code de la Route à l'exception des véhicules de chantier nécessaires à l'exécution des travaux.

Article 3 : La fourniture et la mise en place de la signalisation nécessaire à la présente réglementation sera effectuée par le pétitionnaire 72 heures avant le début des travaux.

Article 4 : La fourniture, la mise en place, l'entretien, l'enlèvement des barrières et panneaux incomberont entièrement à l'entreprise chargée des travaux, la signalisation du chantier devant être conforme aux dispositions du Code de la Route.

Article 5 : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe de « réservation du domaine public » de 24,45 € € (tarif à la journée).

Article 6 : Le Pétitionnaire est tenu d'afficher le présent arrêté municipal sur le lieu d'intervention.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale Intercommunale, Madame la Gestionnaire du domaine public, Monsieur le responsable de l'entreprise chargée des travaux, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des services techniques communs de la CCCVL et à Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Chinon, pour information.

<u>Certifié exécutoire par :</u>	
Affichage fait le	24 MARS 2023
Fait à Chinon, le	22 MARS 2023
Le Maire,	
	
Jean-Luc DUPONT	
	Fait à Chinon, le
	22 MARS 2023
	Le Maire,
	
	Jean-Luc DUPONT

